

OPINIONS • POLITIQUE

La rentrée ratée de l'opposition

CHRONIQUE



Françoise Fresso
Editorialiste au « Monde »

Trois ans après le casse opéré par Emmanuel Macron en 2017, les anciens partis dits de gouvernement peinent à revenir dans le jeu, constate Françoise Fresso, éditorialiste au « Monde », dans sa chronique.

Publié le 01 septembre 2020 à 00h36 - Mis à jour le 01 septembre 2020 à 17h22 | Lecture 4 min.

Article réservé aux abonnés



Eric Woerth, Gérard Larcher, Bruno Retailleau, Christelle Morançais et Franck Louvrier, à l'université d'été des Républicains, le 29 août à la Baule. LOIC VENANCE / AFP

Chronique. Elles y pensent un peu, beaucoup, passionnément, à la folie, comme une revanche ou un nouvel élan, mais cela ne suffit pas. La droite et la gauche sont à la peine, incapables pour le moment de démontrer que, en 2022, l'alternance c'est elles.

La préparation de l'élection présidentielle qui marque cette rentrée politique est une mise à nu des difficultés qu'éprouvent les anciens partis dits de gouvernement à revenir dans le jeu, trois ans après le casse opéré par Emmanuel Macron en 2017.

Certes, les candidats putatifs sont bien là, chaque jour un peu plus nombreux, mais aucun d'eux n'est capable, à ce jour, de démontrer qu'il pourra l'emporter. Hors les murs des Républicains (LR), Valérie Pécresse vante sa qualité de femme et Xavier Bertrand, son attention aux milieux populaires. Au sein du parti, Bruno Retailleau développe son discours sécuritaire, tandis que François Baroin, supposé le plus rassembleur, reste dans une prudente expectative.

Lire aussi | [Les Républicains font leur rentrée en pensant à la présidentielle de 2022](#)

Certains réclament une désignation rapide, d'autres misent au contraire sur les élections régionales du printemps 2021 dans l'espoir de rencontrer une dynamique nationale qui tarde. En attendant, la procédure de désignation du candidat monopolise les débats, après le spectacle calamiteux donné par la droite il y a trois ans. Choix par les seuls adhérents ou primaire ouverte à tous ? La question est ardue. Comment faire croire que la politique n'est pas devenue un théâtre d'ombres ?

La cause écologique

A gauche, une dynamique existe, la cause écologique. Elle mobilise les jeunes et supplante toutes les autres mais, loin de souder les troupes, elle morcelle, créant d'abord au sein d'Europe Ecologie-Les Verts (EELV) la compétition entre deux profils : l'un franchement à gauche, l'autre plus au centre. Encore subliminal, le match entre le maire de Grenoble, Eric Piolle, et le député européen, Yannick Jadot, n'en exclut pas d'autres, les femmes étant en droit de se demander qui les représentera.

Lire aussi | [A Grenoble, l'union des gauches se fracasse sur la métropole](#)

Il faut, en outre, compter avec l'ancienne puissance socialiste, confrontée à cette interrogation existentielle : peut-elle encore exister par elle-même ou se fondre dans une candidature verte ? Le dilemme a fait sortir de ses gonds François Hollande, onze ans premier secrétaire d'un parti désormais moribond.

Lire aussi | [« Ça fait plaisir ces nouveaux rapports » : à Blois, écologistes et socialistes affichent leur rapprochement en vue de 2022](#)

Face à ce morcellement qui s'apparente à un suicide, on peut tout à la fois désigner la foire aux vanités, l'insuffisance de travail collectif depuis trois ans ou admettre que la scène politique, faute d'avoir achevé sa mue, reste d'une effroyable complexité.

La volonté d'Emmanuel Macron, il y a trois ans, était de supplanter l'opposition gauche-droite par un nouveau clivage entre progressistes et nationalistes. Deux ans plus tard, les élections européennes ont semblé valider son pari puisque le Rassemblement national (RN) et La République en marche (LRM) sont arrivés en tête du scrutin de mai 2019, réduisant LR et le PS à l'état de miettes.

Lire aussi | [Elections européennes 2019 : 6 cartes pour voir la progression ou la chute des principaux partis en France](#)

Cette année cependant, les élections municipales ont complètement infirmé cela, puisque ces deux partis ont résisté, EELV a continué sa progression tandis que les marcheurs ont été complètement balayés.

Qu'en conclure ? *« Le clivage gauche-droite n'a pas disparu mais il est peu prégnant et coexiste avec beaucoup d'autres, qui rendent particulièrement compliquée la construction d'un discours fédérateur »*, souligne Brice Teinturier, directeur général délégué d'Ipsos.

Fracture sociologique

Chez les écologistes, par exemple, le rapport au libéralisme reste sujet à fracture. Au sein d'un même camp et pour la même cause, souligne encore Brice Teinturier, on peut aussi se diviser sur la façon de mener le combat politique : émotionnelle contre raisonnée, radicale versus modérée. La gauche est particulièrement concernée par ce clivage, puisque Jean-Luc Mélenchon, le leader de La France insoumise, est en passe d'annoncer sa troisième candidature à la présidentielle, sous le signe de la révolution écologique, contribuant à émietter un peu plus ce camp.

Lire aussi | [Le temps d'un week-end, dialogue et affrontement à distance entre LFI et EELV](#)

La fracture sociologique, mise en valeur par Jérôme Fourquet, directeur du département opinion de l'IFOP, dans son livre *L'Archipel français* (Seuil, 384 pages, 22 euros), rend caduques les dynamiques d'antan. Fini l'époque où la droite et la gauche pouvaient prétendre construire une coalition majoritaire en agrégeant une partie du vote populaire à celui des plus nantis. L'électorat populaire reste toujours arrimé à Marine Le Pen, qui a été la première à s'affirmer candidate pour 2022. Dans cette catégorie, son seul vrai concurrent est l'abstention, autrement dit l'affirmation d'un droit de retrait du champ politique, considéré comme inapte à résoudre les problèmes. « *La recomposition inachevée s'accompagne d'un fort désenchantement* », constate Jérôme Fourquet.

Sur ce terreau compliqué, se greffe une crise épidémique qui, certes, met à l'épreuve les dirigeants mais leur donne aussi une forte visibilité. Pour avoir une chance de capter l'intérêt, les opposants doivent non seulement trouver le ton juste, mais souvent revoir les fondamentaux de leur discours politique : qui peut encore prétendre, comme au début du quinquennat, que la France devienne le théâtre d'un libéralisme débridé, alors que des milliards d'euros sont déversés sur l'économie pour tenter de contrer les effets de la récession et de la crise sociale ?

Lire aussi | [Le gouvernement repousse à début septembre la présentation de son plan de relance de l'économie](#)

Dans ce contexte politique où la qualification du premier tour se joue dans une fourchette comprise entre 20 % et 25 % des suffrages, le plus manchet n'est pas Emmanuel Macron. Renforcé sur le double front du discours régalién et écologique, son nouveau gouvernement est une machine politique conçue pour tenter d'étouffer la droite dont il a accaparé une partie des électeurs et affaiblir l'émergence d'une offre socialo-écologique. A ce titre, toutes les divisions le servent. L'opposition le sait mais elle n'est pas en mesure de les éviter. Cette rentrée n'est pas la sienne.

Françoise Fressoz (Editorialiste au « Monde »)